

En Italie, les nouveaux accords sociaux signés chez Fiat inquiètent le patronat

Emma Marcegaglia, la présidente du Medef italien, craint de voir son principal cotisant sortir de l'association. Une branche automobile pourrait être créée spécifiquement pour le constructeur



Sergio Marchionne, le directeur général de Fiat, a assisté aux premiers pas sur le marché de la société Fiat Industrial à la Bourse de Milan, lundi 3 janvier. MASSIMO DI NONNO/WIREIMAGE

Rome
 Correspondant

Le directeur général du groupe automobile Fiat, Sergio Marchionne, a réservé son premier déplacement de l'année 2011 à la Piazza Affari, la Bourse de Milan. Un voyage exceptionnellement bref pour un homme habitué à passer de Turin, siège historique de la société, à Detroit (Michigan) où Fiat détient 20 % de Chrysler, mais doublement symbolique.

Car M. Marchionne n'a pas fait qu'assister, lundi 3 janvier, aux premiers pas sur le marché de la société Fiat Industrial (camions, véhicules agricoles, moteurs) née de la scission annoncée en avril 2010 du constructeur en deux groupes distincts (Fiat Industrial et Fiat Auto), il a également adressé un signal aux investisseurs de sa détermination à poursuivre la transformation de l'entreprise afin d'atteindre à l'avenir une production de 6 millions de véhicules par an.

Celle-ci passe en priorité par une relance de la productivité des sites italiens du groupe, les moins performants : quand un ouvrier transalpin produit 29,4 véhicules par an, son homologue brésilien en assemble 76, le Polonais, 100. Fiat a donc imaginé un donnant-donnant draconien.

L'entreprise s'engage à maintenir l'emploi en investissant 20 mil-

liards d'euros sur cinq ans dans la Péninsule, en échange de quoi les syndicats sont invités à approuver un nouveau contrat de travail : chasse à l'absentéisme, réduction des pauses, augmentation des heures supplémentaires, ouvertures des usines le samedi, encadrement strict du droit de grève...

Après un premier accord obtenu à Pomigliano d'Arco (Campanie) où, au mois de juin, 63 % des salariés ont approuvé par référendum l'adoption de ces nouvelles règles, Fiat vient d'engranger un nouveau succès à Mirafiori (Piémont) où les syndicats ont paraphé un accord du même genre. Ici aussi les salariés sont appelés à se prononcer par vote courant janvier.

Seule la FIOM (la fédération de la métallurgie affiliée à la Confédération

générale italienne du travail, CGIL) qui dénonce « un chantage » et s'interroge sur le contenu du plan de relance n'a pas signé cet accord.

Ces nouvelles mesures dérogent au droit national du travail en vigueur dans la métallurgie signée entre la Confindustria, le patronat italien, et les organisations syndicales. Pour contourner cette difficulté, Fiat prévoit de créer de nouvelles sociétés sur les sites existants. Elles prendront le nom de Fabbrica Italia Pomigliano d'Arco en Campanie ou Fabbrica Italia Mirafiori dans le Piémont. Une manière de

maintenir la filiation avec la « fabrique italienne d'automobiles de Turin » dont Fiat est l'acronyme.

Conséquence : ces « newco » (leur nom italien) ne peuvent pas, de facto, adhérer à l'association patronale. Un tournant historique tant l'entreprise et l'institution patronale sont liées. Dans le passé Luca Cordero di Montezemolo, directeur général de Fiat et actuel président de Ferrari, fut président de la Confindustria. John Elkann, le chef de file des Agnelli, qui contrôle

30 % de Fiat siège dans les instances patronales alors que le numéro deux du Medef italien, Alberto Bombassei, est administrateur de Fiat Industrial.

M. Marchionne et Emma Marcegaglia, la présidente de la Confindustria, se sont rencontrés à plusieurs reprises dans le courant du

Toutes ces nouvelles mesures dérogent au droit national du travail en vigueur dans la métallurgie

mois de décembre 2010, aux Etats-Unis et en Italie, pour négocier « la sortie de Fiat », principal cotisant de l'association. La patronne des

patrons qui aurait préféré une offensive groupée des patrons contre le droit du travail s'énerve du cavalier seul de M. Marchionne. D'autant que sa stratégie, soutenue par le gouvernement de Silvio Berlusconi et applaudie par le centre

gauche, pourrait faire tache d'huile. « Sortir de Confindustria est une possibilité mais pas une probabilité », a déclaré lundi M. Marchionne de manière sibylline.

Un accord pourrait être trouvé autour du concept de « rupture provisoire » d'un ou deux ans. Le temps pour le constructeur que continue la transformation de l'entreprise site par site et pour la Confindustria de créer une branche automobile à même de valider les contrats spécifiques « made in Fiat ». Après quoi, l'entreprise reviendrait dans le giron patronal d'autant plus rassurée qu'elle devrait être pratiquement la seule adhérente de cette nouvelle branche.

Quoi qu'il en soit, la présence de M. Marchionne dans l'immeuble de la Piazza Affari a porté chance à la mise sur le marché de Fiat Industrial. Le titre a terminé à 9 euros alors que Fiat Auto valait 7 euros en fin de journée. Ensemble, les deux valeurs sont en hausse de près de 4 % par rapport au dernier cours de clôture de Fiat (15,43 euros). ■

Philippe Ridet

In Italia, i nuovi accordi sociali siglati presso Fiat rendono inquieto il patronato (gc)

